

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 mai 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux organismes de placement investissant dans des sociétés non cotées", a donné le 13 janvier 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 9 mei 1996 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "met betrekking tot de instellingen voor belegging in niet-genoteerde vennootschappen", heeft op 13 januari 1997 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

I. Quant à la base légale.

La base légale du projet d'arrêté royal se trouve dans la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers.

L'article 116, 2°, de cette loi détermine de façon précise ce qu'il faut entendre par organisme de placement à nombre fixe de parts. Il s'agit de "l'organisme de placement dont les capitaux sont recueillis auprès du public par la voie d'une émission publique de parts négociables ou non, représentées ou non par des titres".

Les dispositions de l'arrêté en projet ne sont pas en harmonie avec l'application de cette définition légale.

En ce qui concerne le prifonds.

1. Pour être agréée par la Commission bancaire et financière et avant de pouvoir faire appel au public en vue de recueillir les moyens de financement, la société de gestion doit, selon le projet, apporter la preuve :

"que son capital social n'est pas inférieur à 5 millions de BEF entièrement libéré; qu'elle dispose en outre de fonds propres affectés spécifiquement à l'activité de gestion de prifonds, dont le montant est au moins égal à 0,5 % de la première tranche de 1 milliard de BEF (soit 50 millions) du patrimoine géré; augmenté de 0,25 % de la tranche comprise entre 1 et

.../...

10 milliards de BEF (soit 225 millions) ... etc (article 5, 2^o, du projet)".

Aucune disposition légale ne détermine le capital minimum exigé pour constituer une société de gestion ayant vocation de gérer un fonds commun de placement.

Selon l'article 3, § 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif (1), la Société de gestion qui dirige un fonds commun investi en valeurs mobilières cotées sur un marché ou en voie de cotation, doit disposer d'un capital libéré de 25 millions de francs au moins.

Cette exigence réglementaire se fonde sur l'article 120, § 3, de la loi du 4 décembre 1990 qui donne au Roi le pouvoir de déterminer les conditions d'agrément par la Commission bancaire et financière.

C'est sur la même base légale que s'appuie l'article 5, 2^o, du projet qui fixe à 5 millions de francs le capital entièrement libéré de la société de gestion d'un prifonds.

La base légale invoquée est suffisante pour asseoir cette exigence.

Cependant, le capital de la société de gestion ne devant pas être recueilli par voie d'appel au public, cette société sera constituée normalement par des promoteurs et des capitaux privés.

(1) En raison de l'urgence, un avis n'a pas été demandé au Conseil d'Etat.

Certes, il n'est pas interdit à une société de gestion dirigeant un fonds commun investi en valeurs mobilières cotées de créer parallèlement un fonds commun en valeurs mobilières non cotées (voir article 5, 6°, du projet).

Mais, certaines difficultés d'application s'observent alors dans les cas suivants :

1. Les articles 5, 12°, et 7, § 2, 9°, du projet exigent de la société de gestion (qui n'a pas encore pu lancer son émission publique pour constituer le fonds) qu'elle introduise sa demande d'agrément en déposant à la Commission bancaire et financière un dossier comportant "un budget d'investissement minimal couvrant une période de trois ans et comprenant notamment des bilans et des comptes de résultats prospectifs".

Il est évidemment impossible d'établir sérieusement ces bilans et comptes avant de connaître l'importance des souscriptions du public.

2. Selon l'article 5, 7°, du projet, la société de gestion doit, avant de pouvoir être agréée, disposer "d'une organisation administrative, comptable, financière et technique appropriée à l'activité qu'elle entend mener et assurant son autonomie de gestion".

Cette exigence paraît très difficile à remplir par une nouvelle société constituée au capital de 5 millions,

.../...

avant même qu'elle puisse fonctionner et avant qu'elle puisse imputer ses frais généraux sur les fruits d'une activité lucrative.

Le système envisagé favorise dès lors l'extension d'activité par des sociétés de gestion existantes qui gèrent déjà des fonds communs de placement.

En ce qui concerne la pricaf.

1. Pour être agréée par la Commission bancaire et financière et pouvoir faire appel au public, la pricaf doit apporter la preuve que son capital libéré n'est pas inférieur à cinquante millions de francs (article 6, 1^o, du projet). L'article 119, § 3, de la loi du 4 décembre 1990 formule déjà la même exigence.

Mais selon l'article 116, 2^o, de la loi du 4 décembre 1990, le capital de 50 millions de francs au moins, doit être recueilli auprès du public par la voie d'une émission publique de parts (actions).

L'article 6 du projet ne permet à une pricaf de faire appel au public qu'après avoir été agréée par la Commission bancaire et financière

Ce même article 6, 1^o, subordonne l'octroi de l'agrément à la libération d'un capital de 50 millions de francs au moins, ce qui anticipe sur l'appel au public et implique une transgression de la loi de 1990.

.../...

2. Pour être agréée, la société pricaf en voie de formation, qui ne peut encore être opérationnelle et n'a pas de capital souscrit, doit, en outre, apporter la preuve qu'elle possède déjà une organisation administrative, comptable, financière et technique appropriée à l'activité qu'elle entend mener (article 6, 4^o, du projet).

C'est évidemment une impossibilité puisque les promoteurs ont l'obligation de faire appel au public pour constituer le capital, comme le veut la loi.

3. Selon le projet, la demande d'agrément doit contenir l'identification des administrateurs, des gérants, des personnes chargées de la gestion journalière et des dirigeants de la pricaf et fournir pour chacun d'eux un curriculum vitae ainsi qu'un certificat de bonnes vie et moeurs (article 8, § 2, 4^o, du projet).

La société ne pouvant encore être définitivement constituée à ce moment, faute de capital, c'est évidemment après agrément et offre publique des actions que l'assemblée générale des actionnaires pourra désigner les administrateurs.

En présence de ces difficultés, il semblerait indiqué qu'un agrément provisoire soit accordé aux promoteurs, sous condition ou sous le couvert de conditions adaptées à la situation de lancement de l'opération. Si le capital de 50 millions n'était pas atteint l'agrément provisoire pourrait alors être révoqué.

.../...

Il semble au demeurant que le projet doive être compris comme n'admettant une demande d'agrément que de la part de sociétés déjà constituées. Toutefois, pour éviter qu'en cas de refus de l'agrément les frais de constitution d'une société qui peuvent être importants aient été exposés inutilement, on pourrait concevoir que la demande d'agrément sera introduite par des sociétés en formation. Dans ce cas, les conditions de cet agrément devraient être adaptées.

II. Quant à la terminologie.

Les expressions "prifonds" et "pricaf" constituent toutes deux des néologismes disgracieux et ambigus; elles doivent disparaître. A la raison générale, et déjà suffisante, que la législation belge doit être rédigée en utilisant exclusivement le lexique des langues nationales s'ajoute, en l'occurrence, une raison spéciale. Elle est énoncée à la règle n° 8 du traité de légistique formelle (circulaire 8.001 du 23 avril 1982, n° 8, Moniteur belge du 2 juin 1982), selon laquelle "il est indispensable qu'un texte d'exécution ne s'écarte pas de la terminologie employée dans le texte qui lui sert de fondement". Or, l'article 108 de la loi du 4 décembre 1990, base légale du projet, décrit exhaustivement les organismes de placement en distinguant seulement les fonds de placement à nombre variable (ou fixe) de parts, les sociétés d'investissement à capital variable (ou fixe), et les fonds de placement ou sociétés d'investissement en créances.

.../...

Celui à l'esprit duquel il viendrait que "pricaf" et "prifonds" sont des termes qui désignent des organismes de placements, risque néanmoins d'être gravement induit en erreur. Si, en effet, les phonèmes "caf" et "fonds" évoquent un tant soit peu sicafe et fonds commun, l'espèce de préfixe "pri" qui y est accolé ne peut, en français, faire penser qu'au mot privé. Or, les deux organismes de placement que le projet réglemente ne sont pas du tout privés puisque leurs parts ou actions sont répandues dans le public et doivent même être inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières belges.

Certes l'article 2, 4° et 5°, apprend que le supposé préfixe "pri" a été choisi pour exprimer l'expression anglaise "private equity". Il est toutefois nécessaire de garder à l'esprit que les expressions nouvelles que le projet tente d'introduire dans le lexique de l'épargne ne seront pas lues seulement par ceux qui auront consulté le glossaire placé en tête du projet. C'est pour cette raison que ces mots nouveaux destinés à se répandre dans le public comme les parts des organismes qu'ils désignent, ne doivent en aucun cas être ambigus au point de provoquer la méprise ou l'erreur.

Du reste, les notions de "fonds "private equity"" et "sicafe "private equity"" que les termes "prifonds" et "pricaf" tentent d'abréger ne peuvent être introduites dans le vocabulaire juridique belge. En effet, cette notion recourt au mot "equity" emprunté au lexique juridique anglais où il désigne une catégorie de règles destinées à compléter les règles de "common law". Comme telle, cette

.../...

expression ne revêt en droit belge aucun sens car la notion anglaise d'"equity" ne trouve aucun correspondant dans les systèmes juridiques de la famille romano-germanique dont le droit belge fait partie.

Examen du projet.

Préambule.

Alinéas 1er et 2.

Il y a lieu d'intervertir les alinéas 1er et 2, afin de viser les lois dans l'ordre chronologique.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1er).

C'est l'article 1er, alinéa 1er, 4^o, de la loi du 17 juillet 1975 qui autorise le Roi à prendre l'article 55 de l'arrêté en projet. Il y a donc lieu, selon l'usage, de rédiger cet alinéa comme suit :

"Vu la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, notamment l'article 1er, alinéa 1er, 4^o, modifié par la loi du 1er juillet 1983;".

.../...

Alinéa 3.

Les modifications subies par l'arrêté royal du 8 octobre 1976, visées à cet alinéa, sont erronées ou incomplètes. La rédaction suivante est dès lors proposée :

"Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1976, relatif aux comptes annuels des entreprises, modifié par des arrêtés royaux des 29 novembre 1977, 27 décembre 1977, 12 septembre 1983, 5 mars 1985, 6 novembre 1987, 6 mars 1990, 30 décembre 1991, 3 décembre 1993, 13 février 1996 et 4 août 1996;".

Entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4.

L'article 55 de l'arrêté en projet rend l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 applicable, en partie, aux prifonds; il y a donc lieu de viser cet arrêté au préambule, en y insérant un alinéa 4 nouveau rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 12 septembre 1983 portant exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, modifié par les arrêtés royaux des 30 décembre 1991, 5 août 1992, et 4 août 1996".

Alinéa 4 (devenant l'alinéa 5).

L'arrêté royal du 6 mars 1990 a également été modifié par des arrêtés royaux des 30 décembre 1991,

.../...

3 décembre 1993 et 27 avril 1995. Cet alinéa doit être complété en ce sens.

Entre l'alinéa 5 et l'alinéa 6.

Il y a lieu d'ajouter un alinéa 7 nouveau relatif à l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 3 mai 1996 et rédigé comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 3 mai 1996;".

Considérants.

1. Le texte néerlandais du premier considérant devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au deuxième considérant du texte français, il faut lire "participations" et non "partipations".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais du troisième considérant devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Proposant.

En vertu de l'article 13 de la loi du 17 juillet 1975, l'arrêté en projet doit avoir été délibéré en Conseil des Ministres. Cette délibération a eu lieu le 3 mai 1996.

Le proposant doit donc être complété par la formule d'usage "... de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Article 1er.

L'article 122, § 1er, alinéa 1er, 7°, de la loi est d'une application fort étendue, en ce qu'il permet au Roi de créer toute nouvelle catégorie de placements en dehors de celles qui sont décrites aux 1° à 6° de cet article.

Au début de l'article 1er du projet, le mot "statut", appliqué à des sociétés qui ont elles-mêmes leurs statuts, serait avantageusement remplacé par les mots : "régime applicable aux".

.../...

Article 2.

1. En finale du 4^o et du 5^o, les mots "en application de l'article 122, § 1er, alinéa 1er, 7^o, de la loi" sont redondants et doivent être supprimés. Il suffit qu'ils apparaissent à l'article 1er et à l'article 2, 3^o.

2. Au 4^o et au 5^o, il convient d'écrire : "le placement collectif dans des instruments financiers émis par des sociétés non cotées ...".

3. Au 8^o, le mot "personne" doit s'entendre d'une personne morale, sinon on ne comprendrait pas, au b), comment une entreprise pourrait contrôler une personne physique. Les autres littéras postulent également cette précision.

Par contre au 9^o, il peut s'agir d'une personne physique.

L'article 1er de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises donne du mot "entreprise" une définition fort large qui comprend entre autres :

- les sociétés commerciales ou à forme commerciale,
- les organismes dotés ou non d'une personnalité juridique propre qui exercent avec ou sans but de lucre une activité à caractère commercial, financier ou industriel.

.../...

L'expression définie par l'article 2, 8° du projet est celle d'"entreprises liées à une personne ou à un fonds". Il n'apparaît pas que cette expression soit utilisée comme telle dans le projet. Il est dès lors inutile de la définir.

Il convient, dès lors, d'omettre le 8°.

4. Le texte néerlandais du 9° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Au liminaire du 10°, les mots "à la suite" devraient être remplacés par "en raison".

6. Au 11°, c), il y a lieu de se référer à l'observation générale II.

7. Au 11°, e), le mot "visant" doit être remplacé par le mot "permettant".

8. Au 14°, l'expression définie est assez longue et fort elliptique en ce que, sur un marché réglementé, on ne cote pas et on ne négocie pas des placements, mais bien des valeurs mobilières. Cette dernière notion est plus précise que celle d'instruments financiers qui comprend en outre les options, warrants, produits dérivés, etc. ...

.../...

On ne peut donc dire qu'une cote de la bourse contient une liste de placements. Au surplus, dans le portefeuille d'un prifonds ou d'une pricaf, on trouvera certes des instruments financiers inscrits à la cote d'une bourse (article 23, 10°), mais, en outre, principalement, des valeurs non cotées susceptibles d'être vendues sur un marché réglementé sans y être cotées. Ces valeurs ne sont pas négociées, mais sont négociables (par exemple lors de ventes publiques périodiques).

9. Au 15° du texte français, la transparence recherchée ne s'accommode pas du terme "divulgation". Il faut écrire :

"... et à la diffusion dans le public d'informations concernant l'organisme de placement, spécialement lorsqu'elle est obligatoire".

Article 3.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le paragraphe 2, devenant alinéa 2, serait plus simplement rédigé comme suit :

"Les agréments et acceptations sont donnés par la Commission bancaire et financière".

.../...

L'observation vaut également pour l'article 4.

Article 4.

Au paragraphe 1er devenant l'alinéa 1er, il est proposé de supprimer les mots "en tant que pricaf" après le mot "activités".

Article 5.

1. A la fin du liminaire du texte français, il faut écrire :

"... la société de gestion doit établir : ...".

2. Au 2^o, la notion de "fonds propres" recouvre le capital et les réserves accumulées. L'agrément pouvant être demandé pour une société de gestion nouvellement créée ou projetée, on ne voit pas comment celle-ci pourrait, au départ, disposer, en dehors de son capital, d'un supplément de fonds propres.

Dès lors, dans le texte français, les mots "en outre" doivent être supprimés de manière que les fonds propres affectés spécifiquement soient pris sur le capital.

En outre, le texte néerlandais du 2^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 6.

Le 5^o exige que la gestion journalière soit "exercée collégialement par deux personnes physiques au moins". Cette disposition peut être difficile à réaliser dans les sociétés en commandite par actions dans lesquelles il n'y a qu'un associé commandité.

L'organe d'administration peut être un gérant unique (cfr. article 115 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

A comparer avec l'article 21, alinéa 2, du projet qui témoigne de plus de souplesse et admet que la S.C.A. peut être représentée par l'unique associé commandité pour réaliser un acte de disposition. On ne peut exiger davantage pour la gestion journalière.

La Commission bancaire et financière a répondu en ces termes :

"A l'article 6, 5^o, il n'y a pas de contradiction avec l'article 21, alinéa 2, in fine. Dans l'hypothèse où la pricaf a pris la forme d'une société en commandite par actions, l'article 6, 5^o exige que les deux personnes physiques chargées de surveiller la gestion journalière soient membres de l'organe d'administration du ou des associés commandités. Ceci n'implique nullement que la pricaf doive compter deux associés commandités, ce qui constituerait alors la contradiction alléguée avec l'article 21, alinéa 2, in fine, mais que l'organe d'administration de l'associé commandité, même unique, doit, lui, comprendre au moins deux membres. La référence à l'organe d'administration de l'associé commandité suppose bien évidemment que celui-ci ait pris la forme d'une société".

.../...

La réponse est contredite par l'article 21, alinéa 2, précité.

Article 7.

1. L'article 6 précise "... en qualité de pricaf"; il est utile, à l'article 7, d'attirer l'attention en commençant par les mots : "La société de gestion d'un prifonds doit ...".

2. Au 8°, il y a lieu de se référer à l'observation générale I.

Article 9.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 13.

1. A l'alinéa 3, les mots "notifie le dépôt" sont elliptiques. Il faut écrire : "... à la Commission bancaire et financière qui, si elle admet le dépôt, le notifie à la société de gestion".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 5, il n'est pas nécessaire d'établir qu'on a un intérêt à la consultation d'un règlement de gestion. On écrit dès lors : "Toute personne ...".

Article 16.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 2 du paragraphe 1er trouverait mieux sa place logique à la fin du paragraphe 2 qui, en son entier, concerne la pricaf.

Article 18.

1. Au paragraphe 2, alinéa 1er, la garde de tous les instruments financiers autorisés ne peut comprendre les actions nominatives.

.../...

L'organisme de placement doit pouvoir détenir une encaisse limitée en espèces pour de petites dépenses.

Le terme "espèces" ne convient pas pour qualifier les liquidités (voir article 39, § 2) détenues en compte par le dépositaire. Il est proposé d'écrire "et avoirs monétaires".

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, 1^o, l'expression "dépôt à découvert", c'est-à-dire sans garantie ou restituable à la première demande, paraît inadéquate. Les instruments financiers autorisés seront le plus souvent et parfois nécessairement logés à la CIK. Ils ne seront pas restituables au déposant puisque le dépôt permanent est obligatoire. En conséquence, les mots "à découvert" doivent être omis.

3. Au paragraphe 2, alinéa 2, 2^o, on n'exerce pas nécessairement les droits de souscription. Il est parfois plus opportun de les vendre, spécialement par manque de liquidités. Dès lors, il faut écrire : "... par ses actifs et exercer ou vendre les droits ...".

Article 19.

Le paragraphe 2 énonce une règle de portée législative qui excède le pouvoir attribué au Roi.

Elle pourrait être transformée en une clause contractuelle, en écrivant :

"§ 2. Le règlement de gestion ou les statuts et le contrat de dépôt doivent prévoir que la responsabilité du dépositaire n'est pas affectée par le fait qu'il confie à un tiers tout ou partie des actifs dont il a la garde".

La transgression de cette règle n'entraînerait pas la nullité mais pourrait provoquer le refus ou le retrait d'agrément.

Chapitre III. - Fonctionnement.

Dans le texte néerlandais, il faut écrire "werk-wijze" au lieu de "werking".

Article 20.

Le prifonds n'ayant pas de personnalité ni de fait ni juridique, l'alinéa 1er n'a pas sens et doit être omis.

L'alinéa 2 est illégal et appelle la même observation et la même solution que celles formulées à propos de l'article 19, § 2.

Article 22.

1. Au paragraphe 1er, il est plus exact d'écrire : "... frais et commissions pris en charge ...".

2. Dans la première phrase du paragraphe 2, il faut écrire : "... en fonction des opérations et transactions effectives".

3. Dans le texte français du paragraphe 3, le mot "ensemble" paraît exclure une présentation détaillée. Au surplus, l'ensemble des frais et commissions ne peut être chiffré au départ. Il faut écrire dans le texte français : "... tous les frais ...".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au paragraphe 4, l'expression "porteurs de parts" inclut les détenteurs de parts d'un prifonds et les actionnaires d'un pricaf. Il serait préférable d'utiliser le mot "participant" comme à l'article 107 de la loi du 4 décembre 1990.

La même modification est proposée pour l'article 24.

Article 24.

.../...

Sur la base de cet article, la Commission bancaire et financière serait décidée à refuser l'existence d'une société de conseil formée par les promoteurs et liée contractuellement pour un long terme à l'organisme de placement.

Article 25.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 2, on peut écrire pour plus de clarté : "... effectuées avec un autre fonds de placement ...".

2. Le texte néerlandais des paragraphes 2 et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre IV et article 27.

L'intitulé du chapitre IV ne cite que les actions tandis qu'au début de l'article 27, § 1er, on ne vise que les parts.

Encore que l'article 108 de la loi du 4 décembre 1990 donne au mot "parts" un sens extensif, il serait préférable d'utiliser les mots : "parts ou actions", de manière à être bien compris.

Cette observation vaut également pour les dispositions suivantes, notamment l'article 27, § 2, alinéa 1er, et l'article 28.

.../...

Article 27.

Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 33.

La diffusion du prospectus ne peut être limitée aux seules personnes qui ont déjà souscrit mais ce prospectus doit être tenu à la disposition du public (comp. article 27, § 2, alinéa 2).

Article 35.

Le texte néerlandais des paragraphes 1er et 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 36.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 3, le Conseil d'Etat souligne la grande imprécision des mots "jeunes sociétés", "phase de maturité" et "sociétés présentant un degré raisonnable de maturité". La référence, par exemple, au nombre de bilans publiés permettrait de préciser "le degré de maturité".

3. Au paragraphe 3, a, on doit écrire : "... réalisés dans le capital initial d'une société ou dans des sociétés ...".

4. Dans le texte français du paragraphe 3, b, les mots "à court terme" doivent être remplacés par les mots "à bref délai".

5. Au paragraphe 3, c, il faut écrire : "... dans cette catégorie que si leur liquidité permet une fixation ...".

6. Au paragraphe 4, on précise : "... chiffres du rapport semestriel ...".

Article 37.

Le début de l'article affirme sa conformité à l'article 133 de la loi du 4 décembre 1990. Sans doute s'agit-il de prévenir toute critique de légalité. Cette affirmation est très contestable.

L'article 133 de la loi du 4 décembre 1990 invoqué en tête de l'article 37 du projet, donne à la Commission bancaire et financière le pouvoir de se faire communiquer toute information, de procéder à des enquêtes sur place et de prendre connaissance de tous les documents d'une société d'investissement, d'une société de gestion ou d'un dépositaire.

L'article 134 de la même loi donne à la Commission bancaire et financière le pouvoir de prendre des sanctions pouvant aller jusqu'au retrait de l'inscription qui est en réalité un agrément, laquelle inscription est nécessaire pour pouvoir fonctionner (article 120 de la même loi).

La gravité de ces sanctions dépend de la constatation des manquements relevés au cours des investigations et des enquêtes auxquelles il a été procédé.

L'article 37 du projet vise à transférer les pouvoirs d'investigation et d'enquête de la Commission bancaire et financière aux membres de son personnel. Ce transfert n'est pas prévu par la loi.

Aucun membre dudit personnel ne se trouve sous régime statutaire. Ils ne sont ni fonctionnaires, ni agents de l'Etat. Ils travaillent sous le régime du contrat d'emploi. Ils ne prêtent aucun serment.

Interrogés à ce sujet, les auteurs du projet estiment que les membres du personnel de la Commission bancaire et financière ne pourraient, sous le couvert de l'arrêté en projet, procéder à des auditions de témoins. Il semble cependant que c'est là l'essentiel du droit d'enquête.

Il y a lieu d'observer que l'interprétation du texte donnée par les auteurs du projet ne correspond pas au sens du mot "enquête".

Selon Robert l'"enquête est une procédure permettant à un plaideur d'établir par l'audition de témoins

l'exactitude des faits qu'il allègue ...". Les témoins sont interrogés par un magistrat en présence des parties.

En matière civile, l'enquête consiste précisément dans l'audition de témoins (article 915 et suivants du Code judiciaire).

En matière pénale, l'enquête conduite par un juge d'instruction ne peut se concevoir sans l'audition de témoins (article 71 et suivants du code d'instruction criminelle).

En matière fiscale, le droit de procéder à des enquêtes s'entend de l'audition de témoins (article 322 et suivants du Code des impôts sur les revenus 1992).

Dans la mesure où l'article 133 de la loi autorise la Commission bancaire et financière elle-même à se faire communiquer toute information et à prendre connaissance de tous les documents d'une société, le pouvoir complémentaire de procéder à des enquêtes consiste nécessairement à entendre des témoins.

En dehors de l'exercice des pouvoirs par les membres de la Commission bancaire et financière, ces pouvoirs peuvent-ils être attribués par le Roi à des membres du personnel de la Commission bancaire et financière agissant individuellement ?

Il faut répondre par la négative. C'est à la loi ou en vertu d'une attribution légale expresse qu'il appartient d'organiser les pouvoirs de contrainte à l'égard des citoyens.

Au regard de ces exigences légales et précises dans des domaines comparables, il apparaît que l'habilitation qui serait donnée pour l'exercice de pouvoirs de police financière à des employés de la Commission bancaire et financière ne peut être organisée que par la loi.

La loi a attribué aux membres de la Commission bancaire et financière des pouvoirs de police, parmi lesquels un pouvoir d'enquête. Les constatations faites à la suite d'une enquête peuvent servir de base à des décisions administratives dont les conséquences peuvent être fort lourdes.

Un arrêté royal ne peut autoriser les membres de la Commission bancaire et financière à délivrer à des personnes privées et sans formes légales, des habilitations en vue de "se faire communiquer toute information ou procéder à des enquêtes sur place et prendre connaissance de tous les documents de la société de gestion, de l'organisme de placement ou du dépositaire".

Seuls, les membres de la Commission bancaire et financière ont reçu ces pouvoirs.

Article 39.

1. Selon l'article 18, § 2, c'est le dépositaire qui détient les liquidités. Il serait dès lors opportun de remplacer au paragraphe 2, le mot "détenues" par le mot "conservées".

2. Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 40.

A l'alinéa 2, il serait plus simple et plus clair, d'écrire à deux reprises : "... avec les articles 41 et 48" plutôt qu'"avec les dispositions visées à l'alinéa 1er" les deux fois où ces mots apparaissent dans la disposition.

Il est proposé de remplacer les mots "se sont éteints" par "ont été réduits".

Article 45.

Le mot "dépassement" ne convient qu'à l'égard de l'article 43 et ne peut pas être utilisé dans les cas d'application des articles 41 et 48.

Il serait plus exact de dire :

"Si les limites prévues par les articles 41, 43 et 48 ne sont pas respectées indépendamment ..."

et en finale :

" ... de la constatation du non-respect des limites prévues".

Article 49.

.../...

Au paragraphe 1er, 2º, il faut écrire :

"... axés sur des entreprises qui débutent ...".

Article 51.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 56.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 57.

1. Dans le texte français du paragraphe 1er, in fine, il faut écrire : "... par les règles d'évaluation suivantes".

2. Au paragraphe 2, il faut préciser : "L'organisme de placement établira séparément, pour chaque catégorie de placements déterminée à l'article 36, § 3, des règles ...".

.../...

3. Au paragraphe 3, alinéa 1er, le 3e tiret serait mieux rédigé comme suit :

"... d'un flux stable de bénéfices qui - sauf dans les cas où l'incertitude résultant de la période limitée sur laquelle portent les résultats ne le permet pas - constitue ...".

Le texte néerlandais de la première phrase de cet alinéa 1er doit être rédigé à l'indicatif présent.

En outre, dans le texte néerlandais, le terme "weerhouden" qui signifie "tegenhouden", devrait être remplacé deux fois par un terme plus approprié.

4. Au paragraphe 3, alinéa 1er, 3e tiret et alinéa 2, 1er, 2e et 3e tirets, le terme "entreprise" est utilisé dans le sens de société alors que dans certains textes, notamment les conventions préventives de la double imposition et la loi sur les comptes annuels, il est utilisé dans un sens plus étendu. Il serait préférable de s'en tenir dans le projet au mot "société".

5. La première phrase du paragraphe 5 utilise une expression anglaise qui pourrait appartenir au jargon financier international. La traduction française s'impose.

Article 58.

.../...

Au paragraphe 2, si les réductions de valeur ne sont pas prises en compte pour calculer le bénéfice net, celui-ci pourrait être surévalué.

ANNEXE.

Schéma A.

Au 2e tiret, les mots "dans la mesure où il ne s'agit pas des mêmes personnes" sont inutiles et doivent être omis.

Au 4e tiret, mieux vaut écrire, comme proposé précédemment : "... à la cotation des actions et parts;".

Schéma B.Chapitre 1er.

1. Au 1er tiret, on pourrait préciser : "la composition du portefeuille répartie en fonction de critères monétaires, géographiques et sectoriels;".

2. Au chapitre II, 3e tiret, le Conseil d'Etat s'interroge sur la signification du mot "sous-portefeuille".

Au 7e tiret, le détail (au singulier) suffit.

*

* *

L'annexe doit être signée comme l'arrêté après l'indication :

"Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...".

Observations finales de légistique.

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie que lorsque l'un de ceux-ci comporte plus d'un alinéa. Dans le cas contraire, la division en alinéas suffit (l'observation vaut pour les articles 3, 4, 7, 8, 19, 22, 23, 29, 35, 39, 49, 51 et 56 du projet).

.../...

2. Pour éviter toute confusion, il est préférable de mentionner les chiffres cités dans le dispositif en toutes lettres. Le projet devrait être adapté en ce sens.

3. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1º, 2º, 3º, etc. (cette observation vaut pour les articles 25, 36, 42, 55, 57) ceux-ci étant eux-même éventuellement subdivisés en a), b), c), etc ...

Algemene opmerkingen.

I. De rechtsgrond.

Het ontwerp van koninklijk besluit heeft als rechtsgrond de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten.

Artikel 116, 2°, van deze wet bepaalt nauwkeurig wat onder "beleggingsinstelling met een vast aantal rechten van deelneming" moet worden verstaan. Het gaat om "een beleggingsinstelling waarvan het kapitaal uit het publiek wordt aangetrokken via openbare uitgifte van al dan niet verhandelbare en al dan niet in effecten belichaamde rechten van deelneming".

De bepalingen van het ontworpen besluit sluiten niet goed aan bij de toepassing van die wettelijke definitie.

Het prifonds.

1. Om van de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen een vergunning te verkrijgen en voordat op het publiek
een beroep kan worden gedaan voor de inzameling van finan-
cieringsmiddelen, moet de beheersvennootschap, volgens het
ontwerp, bewijzen :

"dat haar maatschappelijk kapitaal niet minder
bedraagt dan 5 miljoen BF en volgestort is, en dat zij
beschikt over een specifiek aan de activiteit van het

.../...

beheer van prifonds en toegewezen eigen vermogen ten belope van ten minste 0,5 % van de eerste schijf van 1 miljard BF (namelijk 50 miljoen) van het beheerde vermogen, vermeerderd met 0,25 % van de schijf tussen 1 en 10 miljard BF (namelijk 225 miljoen) van het beheerde vermogen en met 0,10 % van het bedrag van het beheerde vermogen boven 10 miljard BF (artikel 5, 2°, van het ontwerp)".

Geen enkele wetsbepaling schrijft voor welk kapitaal minimaal vereist is om een beheersvennootschap te kunnen vormen voor het beheren van een gemeenschappelijk beleggingsfonds.

Volgens artikel 3, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van 4 maart 1991 met betrekking tot bepaalde instellingen voor collectieve belegging (geen advies R.v.St. - dringende noodzakelijkheid), moet de beheersvennootschap van een gemeenschappelijk fonds, belegd in effecten die op een beurs genoteerd zijn of op het punt staan om op een beurs genoteerd te worden, beschikken over een gestort kapitaal van ten minste 25 miljoen frank.

Deze reglementaire vereiste steunt op artikel 120, § 3, van de wet van 4 december 1990, waarbij aan de Koning de bevoegdheid wordt opgedragen om de voorwaarden voor de erkenning door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vast te stellen.

Dezelfde wetsbepaling is de rechtsgrond van artikel 5, 2°, van het ontwerp, waarbij wordt bepaald dat het volgestorte kapitaal van de beheersvennootschap van een prifonds 5 miljoen frank moet bedragen.

.../...

De aangevoerde rechtsgrond volstaat als basis voor die vereiste.

Aangezien het kapitaal van een beheersvennootschap niet via een beroep op het publiek dient te worden ingezameld, zal die vennootschap echter normaal gezien gevormd worden door privé-promotoren en privé-kapitaal.

Het is een beheersvennootschap van een gemeenschappelijk fonds, belegd in genoteerde effecten, weliswaar niet verboden om daarnaast een gemeenschappelijk fonds voor belegging in niet-genoteerde effecten op te richten (zie artikel 5, 6°, van het ontwerp).

In de volgende gevallen doen zich dan echter moeilijkheden bij de toepassing voor :

1. De artikelen 5, 12°, en 7, § 2, 9°, van het ontwerp bepalen dat de beheersvennootschap (die nog geen openbare uitgifte heeft kunnen doen om het fonds te vormen) haar aanvraag om vergunning moet indienen door aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een dossier over te leggen met daarin "een minimum beleggingsbudget voor een periode van drie jaar en dat inzonderheid prospectieve balansen en resultatenrekeningen omvat".

Die balansen en rekeningen kunnen uiteraard onmogelijk serieus worden opgemaakt zolang men niet weet op hoeveel kapitaal het publiek heeft ingetekend.

.../...

2. Volgens artikel 5, 7°, van het ontwerp moet de beheersvennootschap, eer zij een vergunning kan krijgen, "voor haar voorgenomen werkzaamheden over een passende administratieve, boekhoudkundige, financiële en technische organisatie (beschikken) die een autonoom beheer verzekert".

Die voorwaarde lijkt zeer moeilijk te kunnen worden vervuld door een nieuwe vennootschap opgericht met een kapitaal van 5 miljoen, zolang zij nog niet kan functioneren en haar algemene kosten nog niet kan aanrekenen op de opbrengst van een winstgevende bedrijvigheid.

De voorgenomen regeling draagt er dus toe bij dat bestaande beheersvennootschappen, die reeds gemeenschappelijke beleggingsfondsen beheren, hun activiteit uitbreiden.

De privak.

1. Om van de Commissie voor het Bank- en Financie-wezen een vergunning te verkrijgen en op het publiek een beroep te kunnen doen, moet de privak bewijzen dat haar volgestorte kapitaal niet minder dan vijftig miljoen frank bedraagt (artikel 6, 1°, van het ontwerp). Artikel 119, § 3, van de wet van 4 december 1990 formuleert reeds dezelfde vereiste.

Volgens artikel 116, 2°, van de wet van 4 december 1990 echter moet een kapitaal van ten minste 50 miljoen frank bij het publiek worden aangetrokken via openbare uitgifte van rechten van deelneming (aandelen).

.../...

Krachtens artikel 6 van het ontwerp kan een privak pas een beroep doen op het publiek zodra zij van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een vergunning heeft verkregen.

Datzelfde artikel 6, 1^o, stelt het verlenen van de vergunning afhankelijk van het volgestort zijn van een kapitaal van ten minste 50 miljoen frank, waardoor vooruitgelopen wordt op het beroep op het publiek en de wet van 1990 wordt geschonden.

2. Om een vergunning te krijgen moet de privak waarvan de oprichting aan de gang is, die nog niet operationeel kan zijn en op het kapitaal waarvan nog niet is ingetekend, bovendien bewijzen dat zij voor haar voorgenomen werkzaamheden al over een passende administratieve, boekhoudkundige, financiële en technische organisatie beschikt (artikel 6, 4^o, van het ontwerp).

Dat is uiteraard onmogelijk, aangezien de promotoren krachtens de wet verplicht zijn om op het publiek een beroep te doen teneinde het kapitaal bijeen te brengen.

3. Volgens het ontwerp moet bij de vergunningsaanvraag een dossier worden gevoegd met daarin de identiteit van de bestuurders, zaakvoerders, personen belast met het dagelijks bestuur en directieleden van de privak, alsook voor ieder van hen een curriculum vitae en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag (artikel 8, § 2, 4^o, van het ontwerp).

.../...

Aangezien de vennootschap op dat ogenblik, bij gebrek aan kapitaal, nog niet definitief kan worden opgericht, zal de algemene vergadering van de aandeelhouders de bestuurders uiteraard pas na het verlenen van de vergunning en na het openbare aanbod tot overname van de aandelen kunnen aanwijzen.

Wegens deze moeilijkheden lijkt het raadzaam aan de promotoren een voorlopige vergunning uit te reiken, afhankelijk van of gebaseerd op voorwaarden die aan de situatie ten tijde van de lancering van de operatie zijn aangepast. Als de vennootschap geen kapitaal van 50 miljoen heeft kunnen aantrekken, zou de voorlopige vergunning kunnen worden ingetrokken.

Overigens laat het zich aanzien dat het ontwerp in dier voege moet worden verstaan dat het een aanvraag om een vergunning alleen toestaat als die uitgaat van reeds opgerichte vennootschappen. Om echter te voorkomen dat in geval van weigering van de vergunning de mogelijk aanzienlijke kosten van oprichting van een vennootschap vergeefs gemaakt zijn, kan worden voorgeschreven dat de aanvraag om vergunning gedaan wordt door vennootschappen waarvan de oprichting aan de gang is. In dat geval zouden de voorwaarden voor het verkrijgen van die vergunning moeten worden aangepast.

.../...

II. De terminologie

De termen "prifonds" en "privak" zijn beide weinig sierlijke en ondoorzichtige neologismen; ze moeten vervallen. Bij de algemene en op zich al voldoende reden dat de Belgische wetgeving tot stand behoort te komen door uitsluitend te werken met de woordenschat van de landstalen, komt in casu nog een extra reden. Deze wordt geformuleerd in regel nr. 8 van de handleiding bij de wetgevingstechniek (omzendbrief 8.001 van 23 april 1982, nr. 8, Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982), volgens welke "de terminologie van een tekst die een andere wil toepassen, (...) niet (mag) afwijken van de terminologie welke in de basistekst is gebruikt".

In artikel 108 van de wet van 4 december 1990, de rechtsgrond van het ontwerp, worden echter uitputtend de beleggingsinstellingen beschreven, waarbij echter alleen een onderscheid wordt gemaakt tussen de beleggingsfondsen met een veranderlijk (of vast) aantal rechten van deelneming, de beleggingsvennootschappen met veranderlijk (of vast) kapitaal en de fondsen of vennootschappen voor belegging in schuldvorderingen.

Wie mocht denken dat "privak" en "prifonds" termen zijn die naar beleggingsinstellingen verwijzen, dreigt echter zeer bedrogen uit te komen. De fonemen "vak" en "fonds" doen immers enigszins denken aan een bevak of een gemeenschappelijk fonds, maar het voorvoegsel "pri", dat daaraan is vastgemaakt, doet in het Nederlands alleen denken

.../...

aan "privé" of "privaat". De twee door het ontwerp gerelementeerde beleggingsinstellingen zijn echter in het geheel geen privé-instellingen, aangezien hun rechten van deelneming of aandelen onder het publiek verspreid worden en zelfs in de notering van een Belgische effectenbeurs moeten worden opgenomen.

Artikel 2, 4^o en 5^o, leert weliswaar dat het zogezegde voorvoegsel "pri" gekozen is ter aanduiding van de Engelse uitdrukking "private equity". Men moet echter goed voor ogen houden dat de nieuwe uitdrukkingen die het ontwerp in de woordenschat van het spaarwezen poogt in te voeren niet alleen zullen worden gelezen door personen die eerst het glossarium vooraan in het ontwerp hebben ingekeken. Om die reden mogen die nieuwe woorden, die onder het publiek verspreid moeten raken zoals de rechten van deelneming van de instellingen waarnaar ze verwijzen, geenszins zo dubbelzinnig zijn dat ze tot vergissingen of verwarring aanleiding geven.

Bovendien kunnen de begrippen "private equity fonds" en "private equity bevak", waarvan de termen "prifonds" en "privak" de afkorting willen zijn, niet in de Belgische juridische woordenschat worden ingevoerd. In dat begrip wordt immers gebruik gemaakt van het woord "equity", dat aan de Engelse juridische woordenschat is ontleend, waar het een categorie van regels aanduidt die bestemd zijn om de regels van "the common law" aan te vullen. Als zodanig heeft die uitdrukking in het Belgisch recht geen enkele betekenis, daar het Engelse begrip "equity" geen enkele tegenhanger heeft in de rechtssystemen van de Romeins-Germaanse familie waartoe het Belgische recht behoort.

Onderzoek van het ontwerp.

Aanhef.

Eerste en tweede lid.

De volgorde van het eerste en het tweede lid dient te worden omgekeerd, opdat in chronologische volgorde naar de wetten wordt verwezen.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt).

Bij artikel 1, eerste lid, 4º, van de wet van 17 juli 1975 is het dat de Koning gemachtigd wordt artikel 55 van het ontworpen besluit uit te vaardigen. Zoals gebruikelijk is, behoort dit lid dan ook als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, inzonderheid op artikel 1, eerste lid, 4º, gewijzigd bij de wet van 1 juli 1983;".

Derde lid.

De in dit lid vervatte opgave van de wijzigingen die het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 heeft ondergaan, is verkeerd en onvolledig. De volgende redactie wordt derhalve voorgesteld :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 november 1977, 27 december 1977, 12 september 1983, 5 maart 1985, 6 november 1987, 6 maart 1990, 30 december 1991, 3 december 1993, 13 februari 1996 en 4 augustus 1996;".

Tussen het derde en het vierde lid.

Artikel 55 van het ontworpen besluit maakt het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 gedeeltelijk van toepassing op de prifondsen; naar dat besluit behoort dan ook in de aanhef te worden verwezen, door daarin een als volgt gesteld nieuw vierde lid op te nemen :

"Gelet op het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1991, 5 augustus 1992 en 4 augustus 1996;".

Vierde lid (dat het vijfde lid wordt).

Het koninklijk besluit van 6 maart 1990 is eveneens gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 december 1991, 3 december 1993 en 27 april 1995. Het lid dient in die zin te worden aangevuld.

.../...

Tussen het vijfde en het zesde lid.

Er behoort een als volgt gesteld nieuw zevende lid te worden ingevoegd met betrekking tot het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 3 mei 1996 :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 3 mei 1996;".

Consideransen.

1. In de eerste considerans schrijve men "opgevoerd" in plaats van "opgedreven", "beveiligd" in plaats van "gevrijwaard".

2. In de Franse tekst van de tweede considerans moet men "participations" lezen in plaats van "participations".

In de Nederlandse tekst schrijve men "scheppen" in plaats van "voorzien".

3. In de derde considerans schrijve men "... toe moet leiden" in plaats van "moet toe leiden".

.../...

Voordrachtformulier.

Krachtens artikel 13 van de wet van 17 juli 1975 behoort het ontworpen besluit te worden uitgevaardigd na overleg in de Ministerraad. Dat overleg heeft op 3 mei 1996 plaatsgehad.

Het voordrachtformulier behoort dan ook te worden aangevuld met de gebruikelijke formule "... en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;".

Bovendien schrijve men, gelijk in de wetgevings-techniek een gevestigde gewoonte is, "Op de voordracht ..." en niet "Op voordracht van".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Artikel 122, § 1, eerste lid, 7º, van de wet heeft een zeer ruime gelding, in zoverre het de Koning in staat stelt te voorzien in elke nieuwe categorie van beleggingen buiten die welke beschreven worden in de onderdelen 1º tot 6º van dit artikel.

Aan het begin van artikel 1 van het ontwerp, zouden de woorden "het statuut", die gebezigd worden voor vennootschappen die zelf hun statuten hebben, beter vervangen

.../...

worden door de woorden "de regeling die van toepassing is op". In de Nederlandse tekst zou het woord "regelt" dan beter vervangen worden door het woord "treft".

Artikel 2.

1. Aan het slot van de onderdelen 4° en 5°, dienen de woorden "met toepassing van artikel 122, § 1, eerste lid, 7°, van de wet" als overbodig te vervallen. Dat zij voorkomen in artikel 1 en in artikel 2, 3° volstaat.

2. In de onderdelen 4° en 5° schrijve men : "de collectieve belegging in financiële instrumenten uitgegeven door niet-genoteerde vennootschappen ...".

3. In onderdeel 8° dient het woord "persoon" begrepen te worden als een rechtspersoon, zoniet zou men niet kunnen inzien hoe, in b), een onderneming een natuurlijke persoon zou kunnen controleren. Ten aanzien van de overige punten is deze verduidelijking eveneens nodig.

In onderdeel 9°, daarentegen kan het een natuurlijke persoon betreffen.

Artikel 1 van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen geeft aan het woord "onderneming" een zeer ruime definitie en rekent daar onder meer toe :

.../...

- de handelsvennootschappen of de vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben,
- de instellingen, al dan niet met eigen rechtspersoonlijkheid die, met of zonder winstoogmerk, een commercieel, financieel of industrieel bedrijf uitoefenen.

De in artikel 2, 8°, van het ontwerp gedefinieerde uitdrukking is de volgende : "met een persoon of een fonds verbonden ondernemingen". Die uitdrukking wordt als zodanig niet in het ontwerp gebruikt. Het is bijgevolg zinloos ze te definiëren.

Onderdeel 8° dient bijgevolg te vervallen.

4. In onderdeel 9° schrijve men "vennootschappelijke rechten" in plaats van "maatschappelijke rechten".

5. In de inleidende zin van onderdeel 10° dienen de woorden "die voortvloeit uit" vervangen te worden door de woorden "ten gevolge van".

6. Wat onderdeel 11°, c), betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking II.

.../...

7. Het begin van de bepaling onder 11°, e), zou als volgt moeten worden gesteld : "al dan niet gematerialiseerde opties waarmee onder a) en b) vermelde financiële instrumenten kunnen worden verkregen of vervreemd".

8. In onderdeel 14° is de gedefinieerde uitdrukking nogal lang en zeer elliptisch in zoverre men op een gereguleerde markt geen beleggingen noteert en verhandelt, maar wel effecten. Het laatstgenoemde begrip is duidelijker dan het begrip financiële instrumenten, waartoe bovendien opties, warrants, afgeleide producten, enz. ... gerekend worden.

Men kan dus niet zeggen dat een beursnotering een lijst van beleggingen bevat. Bovendien treft men in de portefeuille van een *prifonds* of een *privak* weliswaar op een beurs genoteerde financiële instrumenten aan (artikel 23, 10°), maar daarnaast ook hoofdzakelijk niet genoteerde effecten die kunnen worden verkocht op een gereguleerde markt zonder erop genoteerd te zijn. Die effecten worden niet verhandeld maar zijn verhandelbaar (bij voorbeeld tijdens periodieke openbare verkopen).

9. In onderdeel 15° dient in de Franse tekst ter wille van de duidelijkheid een ander woord te worden gebruikt dan het woord "divulgation". Men schrijve :

"... et à la diffusion dans le public d'informations concernant l'organisme de placement, spécialement lorsqu'elle est obligatoire".

.../...

Ter wille van de concordantie schrijve men dan in de Nederlandse tekst :

"... en het verstrekken aan het publiek van informatie betreffende de beleggingsinstelling, inzonderheid wanneer zulks verplicht is".

Artikel 3.

1. In paragraaf 1 schrijve men "eerst" in plaats van "slechts". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 4, § 1, die het eerste lid wordt.

2. Paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

"De Commissie voor het Bank- en Financiewezen verleent de vergunningen en aanvaardt het beheersreglement en de keuze van de bewaarder".

De opmerking geldt tevens voor artikel 4.

Artikel 4.

Wat betreft paragraaf 1, die het eerste lid wordt, wordt voorgesteld de woorden "als privak", na het woord "werkzaamheden", te schrappen.

Artikel 5.

1. In de Franse tekst schrijve men aan het slot van de inleidende zin :

"... la société de gestion doit établir : ...".

2. In onderdeel 2^o dekt het begrip "eigen vermogen" het kapitaal en de opgebouwde reserves. Aangezien de vergunning kan worden aangevraagd voor een pas opgerichte of geplande beheersvennootschap, is het niet duidelijk hoe deze van bij het begin, naast haar kapitaal, zou kunnen beschikken over een aanvullend eigen vermogen.

In de Franse tekst behoren bijgevolg de woorden "en outre" te vervallen zodat het specifiek toegewezen eigen vermogen van het kapitaal wordt genomen.

Ten slotte schrijve men ook "... een specifiek voor de activiteit ..." in plaats van "... een specifiek aan de activiteit ...".

Artikel 6.

.../...

In onderdeel 5° wordt vereist dat het dagelijkse bestuur "gezamenlijk (wordt) uitgeoefend door ten minste twee natuurlijke personen". Deze bepaling kan moeilijk worden ten uitvoer gebracht in de commanditaire vennootschappen op aandelen met slechts één gecommanditeerde vennoot.

Het bestuursorgaan kan in handen liggen van één enkele zaakvoerder (cfr. artikel 115 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen).

Dit moet worden vergeleken met artikel 21, tweede lid, van het ontwerp, waarin meer soepelheid aan de dag wordt gelegd en waarin wordt aanvaard dat de commanditaire vennootschap op aandelen kan worden vertegenwoordigd door de enige gecommanditeerde vennoot om een daad van beschikking te stellen. Voor het dagelijks bestuur kan niet méér worden vereist.

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen heeft het volgende geantwoord :

"A l'article 6, 5°, il n'y a pas de contradiction avec l'article 21, alinéa 2, in fine. Dans l'hypothèse où la pricaf a pris la forme d'une société en commandite par actions, l'article 6, 5° exige que les deux personnes physiques chargées de surveiller la gestion journalière soient membres de l'organe d'administration du ou des associés commandités. Ceci n'implique nullement que la pricaf doive compter deux associés commandités, ce qui constituerait alors la contradiction alléguée avec l'article 21, alinéa 2, in fine, mais que l'organe d'administration de l'associé commandité, même unique, doit, lui, comprendre au moins deux membres. La référence à l'organe d'administration de l'associé commandité suppose bien évidemment que celui-ci ait pris la forme d'une société".

.../...

Het antwoord wordt tegengesproken door het voormelde artikel 21, tweede lid.

Artikel 7.

1. In artikel 6 wordt gepreciseerd "... als privak"; in artikel 7 zou het nuttig zijn dat gegeven onder de aandacht te brengen door te beginnen met de woorden "De beheersvennootschap van een prifonds moet ...".

2. Wat onderdeel 8° betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking I.

Artikel 9.

In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men "mogelijk" in plaats van "gebeurlijke".

Artikel 12.

Aan het slot van het artikel schrijve men :

"De procedure inzake het instellen van beroep, aan de orde in artikel 134, § 2, van de wet ...".

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 17, § 1, tweede lid, en § 2.

.../...

Artikel 13.

1. In het derde lid zijn de woorden "kennis geeft van de neerlegging" elliptisch. Men schrijve : "... aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen die, indien zij de neerlegging aanvaardt, daarvan kennis geeft aan de beheersvennootschap".

Bovendien schrijve men "binnen vijftien dagen ... worden overgedaan".

2. In het vijfde lid is het niet nodig te bewijzen dat men een belang heeft bij de inzage van een beheersreglement. Men schrijve bijgevolg : "Een ieder ...".

Artikel 16.

1. In het eerste lid van paragraaf 1 schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt" alsook "een zodanige" in plaats van "dergelijke".

2. Het tweede lid van paragraaf 1 zou logischer komen te staan aan het slot van paragraaf 2, die in zijn geheel betrekking heeft op de privak.

Artikel 18.

.../...

1. In paragraaf 2, eerste lid, moeten de aandelen op naam buiten beschouwing gelaten worden wat de bewaring van alle toegestane financiële instrumenten betreft.

De beleggingsinstelling moet een beperkt kassaldo in contanten in bezit kunnen houden voor kleine uitgaven.

Het woord "contanten" is niet geschikt om de liquide middelen (zie artikel 39, § 2) te benoemen die de bewaarder op zijn rekening heeft. Voorgesteld wordt te schrijven "en monetaire tegoeden".

2. In paragraaf 2, tweede lid, 1^o, lijkt de uitdrukking "open bewaargeving", dit wil zeggen, zonder waarborg of terug te betalen zodra daarom wordt verzocht, ongeschikt. De toegestane financiële instrumenten zullen meestal en soms noodzakelijkerwijze bij de CIK worden ondergebracht. Zij zullen niet terug te betalen zijn aan de inlegger, aangezien permanent deposito verplicht is. Het woord "open" moet bijgevolg vervallen.

3. In paragraaf 2, tweede lid, 2^o, gaat het niet noodzakelijk om de uitoefening van de inschrijvingsrechten. Soms is het raadzamer ze te verkopen, inzonderheid bij gebrek aan liquide middelen. Bijgevolg schrijve men : "... alsook de eraan verbonden inschrijvings- en toekenningsrechten uitoefenen of verkopen;".

.../...

Artikel 19.

Paragraaf 2 formuleert een regel met wetgevende strekking, die de aan de Koning opgedragen bevoegdheid te buiten gaat.

Hij zou kunnen worden veranderd in een contractvoorschrift door te schrijven :

"§ 2. Het beheersreglement of de statuten en het depositocontract moeten bepalen dat het feit dat de bewaarder alle of een gedeelte van de activa die hij in bewaring heeft aan een derde toevertrouwt, niets afdoet aan zijn aansprakelijkheid".

De schending van deze regel zou niet de nietigheid tot gevolg hebben, maar zou de weigering of intrekking van de vergunning kunnen teweegbrengen.

Hoofdstuk III. - Werking.

Men schrijve "Werkwijze" in plaats van "Werkking".

Artikel 20.

Aangezien het prifonds geen feitelijke of rechtspersoonlijkheid bezit, heeft het eerste lid geen zin, zodat het dient te vervallen.

.../...

Het tweede lid is onwettig; voor deze bepaling gelden dezelfde opmerking en dezelfde oplossing als die welke worden geformuleerd in verband met artikel 19, § 2.

Artikel 22.

1. In paragraaf 1 zou het juister zijn te schrijven : "... van alle kosten en provisies die voor rekening van de beleggingsinstelling komen ...".

2. In de eerste volzin van paragraaf 2 schrijven men : "... bepaald worden op grond van de effectieve verrichtingen en transacties".

3. In de Franse lezing van paragraaf 3 lijkt het woord "ensemble" een gedetailleerde presentatie uit te sluiten. Bovendien kan het geheel van de kosten en provisies bij de aanvang niet worden gecijferd. Men schrijve daarom in de Franse lezing : "... tous les frais ...".

De in casu verkeerde wending "ten laste ... gelegd" zou vervangen moeten worden door de wending "ten laste ... gebracht". Een zelfde opmerking geldt voor artikel 23.

4. In paragraaf 4 doelt de uitdrukking "houders van rechten van deelneming" eveneens op de houders van rechten van deelneming van een *prifonds* en op de aandeelhouders van

.../...

een privak. Het zou verkieslijk zijn het woord "deelnemer" te gebruiken, zoals het geval is in artikel 107 van de wet van 4 december 1990.

Dezelfde wijziging wordt voorgesteld voor artikel 24.

Artikel 24.

Op basis van dit artikel zou de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vastbesloten zijn het bestaan af te wijzen van een vennootschap voor beleggingsadvies opgericht door de promotoren en voor lange tijd contractueel verbonden aan de beleggingsinstelling.

Artikel 25.

1. In paragraaf 1, tweede lid, zou het duidelijkheidshalve beter zijn te schrijven : "... met een ander beleggingsfonds dat door de beheersvennootschap van het prifonds wordt beheerd ...".

2. In de paragrafen 2 en 3 schrijve men respectievelijk "geschieden" in plaats van "gebeuren" alsook "in het bezit van" in plaats van "in bezit van".

.../...

Hoofdstuk IV en artikel 27.

In het opschrift van hoofdstuk IV worden alleen de aandelen genoemd, terwijl in het begin van artikel 27, § 1, slechts de rechten van deelneming worden geciteerd.

Ofschoon artikel 108 van de wet van 4 december 1990 de woorden "rechten van deelneming" in de ruime zin beschouwt, zou het voor alle duidelijkheid beter zijn de woorden "rechten van deelneming of aandelen" te gebruiken.

Deze opmerking geldt eveneens voor de volgende bepalingen, inzonderheid voor de artikelen 27, § 2, eerste lid, en 28.

Artikel 27.

In paragraaf 1 schrijve men "mogen pas geschieden" in plaats van "mogen slechts worden verwezenlijkt".

Artikel 33.

Het verspreiden van het prospectus kan niet worden beperkt tot de enkele personen die reeds hebben ingeschreven : het prospectus moet ter beschikking van het publiek worden gehouden (vergelijk artikel 27, § 2, tweede lid).

.../...

Artikel 35.

In de paragrafen 1 en 2 schrijf men respectievelijk "binnen vier maanden" en "binnen drie maanden".

Artikel 36.

1. In paragraaf 1 schrijf men "minderwaarde" in plaats van "minwaarde".

2. In verband met paragraaf 3 beklemtoont de Raad van State dat de woorden "jonge vennootschappen", "maturiteitsfase" en "vennootschappen met een redelijke graad van maturiteit" zeer onnauwkeurig zijn. De "graad van maturiteit" zou bijvoorbeeld nader gepreciseerd kunnen worden door verwijzing naar het aantal bekendgemaakte balansen.

3. In paragraaf 3, a), schrijf men : "... de beleggingen in het startkapitaal van een vennootschap of in vennootschappen ...".

4. In de Franse tekst van paragraaf 3, b), moeten de woorden "à court terme" vervangen worden door de woorden "à bref délai".

5. In paragraaf 3, c), schrijf men : "... indien hun liquiditeit voldoende is voor ...".

.../...

6. In paragraaf 4 moet worden gepreciseerd :
"... cijfers van het halfjaarverslag ...".

Artikel 37.

Aan het begin van het artikel wordt gewezen op de conformiteit met artikel 133 van de wet van 4 december 1990. Wellicht is het de bedoeling iedere kritiek op de wettigheid te voorkomen. Deze bewering is zeer betwistbaar.

Artikel 133 van de wet van 4 december 1990, dat aan het begin van artikel 37 van het ontwerp wordt genoemd, machtigt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen ertoe zich alle inlichtingen te doen verstrekken, ter plaatse onderzoeken uit te voeren en kennis te nemen van alle stukken van een beleggingsvennootschap, een beheersvennootschap of een bewaarder.

Artikel 134 van dezelfde wet machtigt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen ertoe sancties te nemen, welke kunnen gaan tot de intrekking van de inschrijving - in werkelijkheid een erkenning -, die nodig is om te kunnen werken (artikel 120 van dezelfde wet).

De zwaarte van die sancties hangt af van de ernst van de tekortkomingen vastgesteld tijdens de ingestelde onderzoeken.

Artikel 37 van het ontwerp beoogt de onderzoeksbevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen over te dragen aan de leden van haar personeel. Die overdracht is niet voorgeschreven bij de wet.

.../...

Geen enkel lid van dat personeel is vastbenoemd. Zij zijn geen ambtenaren, en behoren evenmin tot het rijkspersoneel. Zij verrichten hun werkzaamheden op grond van een arbeidsovereenkomst. Zij leggen geen enkele eed af.

Daarover om uitleg gevraagd, zijn de stellers van het ontwerp van oordeel dat de personeelsleden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen op grond van het ontworpen besluit geen getuigen kunnen horen. Dit lijkt nochtans een wezenlijk bestanddeel van het onderzoeksrecht.

Op te merken valt dat de uitlegging van de tekst door de stellers van het ontwerp niet overeenstemt met de draagwijdte van het woord "onderzoek".

Onder het recht om "onderzoeken uit te voeren" wordt in het Belgische recht immers ook het "getuigenverhoor" verstaan. De getuigen worden gehoord door een magistraat, in aanwezigheid van de partijen.

In burgerlijke zaken bestaat het onderzoek bepaaldelijk in het getuigenverhoor (artikel 915 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek).

In strafzaken is het onderzoek gevoerd door een onderzoeksrechter niet denkbaar zonder getuigenverhoor (artikel 71 en volgende van het Wetboek van Strafvordering).

.../...

In belastingzaken wordt onder het recht om een onderzoek in te stellen het horen van getuigen verstaan (artikel 322 en volgende van het Wetboek van de inkomsten-belastingen 1992).

In zoverre artikel 133 van de wet de Commissie voor het Bank- en Financiewezen zelf ertoe machtigt zich alle inlichtingen te doen verstrekken en kennis te nemen van alle stukken van een vennootschap, bestaat de aanvullende bevoegdheid om onderzoeken uit te voeren noodzakelijkerwijs in het horen van getuigen.

Kunnen die bevoegdheden, buiten de uitoefening van de bevoegdheden door de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, door de Koning worden verleend aan personeelsleden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen die individueel optreden ?

Het antwoord daarop is ontkennend. Dwangmiddelen ten aanzien van de burgers moeten door de wet of krachtens een uitdrukkelijke wettelijke bevoegdheid worden geregeld.

In het licht van die precieze wetsvoorschriften in vergelijkbare aangelegenheden blijkt dat de machtiging die aan personeelsleden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen zou worden verleend in het kader van de uitoefening van bevoegdheden van financiële politie, uitsluitend bij wet kan worden geregeld.

.../...

De wet heeft de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen politionele bevoegdheid verleend, waaronder onderzoeksbevoegdheid. Bevindingen gedaan als gevolg van een onderzoek kunnen als basis dienen voor administratieve beslissingen, waarvan de gevolgen behoorlijk ernstig kunnen zijn.

Een koninklijk besluit kan de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen niet toestaan zonder inachtneming van wettelijke vormvoorschriften aan particulieren machtiging te verlenen om zich "alle inlichtingen te doen verstrekken of ter plaatse onderzoeken uit te voeren en kennis te nemen van alle stukken van de beheersvennootschap, de beleggingsinstelling of de bewaarder".

Alleen de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen hebben die bevoegdheid.

Artikel 39.

1. Volgens artikel 18, § 2, is het de bewaarder die de liquide middelen onder zich houdt. Bijgevolg is het wenselijk in paragraaf 2 de woorden "moeten worden gehouden" te vervangen door de woorden "moeten worden bewaard".

2. In paragraaf 3 schrijve men "aanschaffen" in plaats van "verwerven".

.../...

Artikel 40.

In het tweede lid zou het eenvoudiger en duidelijker zijn de woorden "met de in het eerste lid bedoelde bepalingen" de beide malen waarin ze in deze bepaling voorkomen te vervangen door de woorden "met de artikelen 41 en 48".

Voorgesteld wordt de woorden "werden afgebouwd" te vervangen door de woorden "verminderd zijn".

Artikel 45.

Het woord "overschrijden" voldoet slechts ten aanzien van artikel 43 en kan niet worden gebruikt in de gevallen omschreven in de artikelen 41 en 48.

Het zou beter zijn te schrijven :

"Indien de grenzen gesteld in de artikelen 41, 43 en 48 niet worden in acht genomen buiten de wil ... binnen twaalf maanden nadat is vastgesteld dat de gestelde grenzen niet in acht zijn genomen".

Artikel 49.

In paragraaf 1, 2°, schrijve men :

.../...

"... die gericht zijn op pas gestarte, jonge of groeibedrijven ... als zodanig ...; deze lijst wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad".

Artikel 51.

De term "ontlening", die geen concrete betekenis heeft, is ongeschikt als tegenhanger van het Frans "emprunt".

Bovendien schrijve men in paragraaf 2 "verkrijgt" in plaats van "verwerft". Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 54.

Artikel 56.

Men schrijve "telkens als" in plaats van "telkens" (tweemaal).

Artikel 57.

1. Aan het eind van de Franse lezing van paragraaf 1 schrijve men "... par les règles d'évaluation suivantes".

.../...

2. In paragraaf 2 moet worden gepreciseerd : "De beleggingsinstelling legt voor iedere categorie van beleggingen, bepaald in artikel 36, § 3, afzonderlijk gepaste waarderingsregels vast ...".

3. In paragraaf 3, eerste lid, vervange men de toekomende tijd door een onvoltooid tegenwoordige tijd. Het zou beter zijn de bepaling opgenomen onder het derde streepje als volgt te stellen :

"het teweegbrengen ... van een stabiele winststroom, die - behoudens in de gevallen waarin de onzekerheid voortvloeiend uit de beperkte periode waarop de resultaten betrekking hebben zulks niet mogelijk maakt - onweerlegbaar ...".

Bovendien behoort de term "weershouden", die "tegenhouden" betekent in het Nederlands, tweemaal door een geschikte term te worden vervangen.

4. In paragraaf 3, eerste lid, 3e streepje, en tweede lid, 1e, 2e en 3e streepje, wordt de term "onderneming" gebruikt in de zin van een vennootschap, terwijl in sommige teksten, inzonderheid de overeenkomsten tot voorkoming van dubbele belasting en de wet op de jaarrekeningen, die term in een ruimere betekenis wordt gebruikt. Het zou verkieslijk zijn in het ontwerp het woord "vennootschap" te gebruiken.

5. In de eerste zin van paragraaf 5 wordt een Engelse uitdrukking gebruikt die allicht tot het internationale financiële jargon behoort. Ze behoort door een Nederlandse term te worden vervangen.

Artikel 58.

Indien in paragraaf 2 de waardeverminderingen niet in aanmerking worden genomen bij de berekening van de netto-opbrengst, bestaat het risico dat deze overgewaardeerd wordt.

BIJLAGE.

Schema A.

Onder het tweede streepje moeten de woorden "voor zover het niet dezelfde personen betreft" als overbodig vervallen.

Onder het vierde streepje zou het beter zijn, zoals hierboven is voorgesteld, te schrijven : "... aan de notering van de aandelen en van de rechten van deelneming;".

.../...

Schema B.

1. In hoofdstuk I, eerste streepje, kan worden gepreciseerd : "de samenstelling van de portefeuille op grond van monetaire, geografische en sectorale criteria;".

2. In hoofdstuk II, derde streepje, vraagt de Raad van State zich af wat de betekenis is van het woord "deelportefeuille".

Onder het zevende streepje zou het, naar analogie van de Franse tekst van deze bepaling, beter zijn te schrijven : "uitvoerige informatie over ...".

*

* *

De bijlage moet zoals het besluit ondertekend worden, na de vermelding :

"Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

Slotopmerkingen inzake de wetgevingstechniek.

1. Er bestaat alleen grond om een artikel in paragrafen te verdelen wanneer één ervan meer dan één lid bevat. Zo niet kan men volstaan met een verdeling in leden (deze opmerking geldt voor de artikelen 3, 4, 7, 8, 19, 22, 23, 29, 35, 39, 49, 51 en 56 van het ontwerp).

.../...

2. Teneinde iedere verwarring te voorkomen, is het verkieslijk de in het dispositief vermelde cijfers voluit te schrijven. Het ontwerp moet in die zin worden aangepast.

3. Een zin moet worden onderverdeeld bij wijze van 1º, 2º, 3º, enz. (deze opmerking geldt voor de artikelen 25, 36, 42, 55 en 57), welke op hun beurt in voorkomend geval onderverdeeld worden in a), b), c), enz.

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. HANSE,

J. DE GAVRE,
P. GOTHOT,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. CUVELIER, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

président,
voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. CUVELIER, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.